

Jean Monnet et l'organisation des économies alliées pour la guerre (1939-1940)

Luc-André BRUNET

Introduction

Les menées de Jean Monnet au début de la Seconde Guerre mondiale présentent une période méconnue de sa vie. L'action la plus célèbre de son séjour à Londres en 1939-40 est sans doute la déclaration d'union franco-britannique, projet audacieux, mais raté, envisageant la fusion des deux pays.¹ Or, le rôle de Monnet dans l'organisation des économies franco-britanniques pendant la drôle de guerre est l'objet de peu d'études. Nous nous proposons ici d'examiner la création et le fonctionnement des institutions dirigées par Monnet à Londres au service des alliés. En s'appuyant sur les Fonds Jean Monnet déposés à Lausanne, ainsi que les archives britanniques, nous questionnons la pensée économique de Monnet pendant la drôle de guerre ainsi que sa réaction à la déconfiture militaire de mai et juin 1940. Cet éclaircissement du rôle de Jean Monnet dans l'organisation des économies alliées nous permet de réfléchir alors sur la sensibilité économique du futur père de l'Europe.

I – La création du Comité de coordination franco-britannique

Les agissements de Jean Monnet pendant la guerre s'inscrivent dans l'ensemble de ses efforts au nom du gouvernement français de commander des avions américains pour le compte français. D'ores et déjà, début 1938, la France négociait avec Washington afin de commander des avions pour ses forces armées mal-équipées face à l'adversaire allemand éventuel. Jean Monnet rencontre alors le président Roosevelt en mars 1938 pour en discuter des commandes d'avions pour la France. Les Etats-Unis étant toujours contraint par l'Acte de neutralité (*Neutrality Act*), ce qui interdit essentiellement d'exporter des armes, Monnet et Roosevelt se sont entendus sur un plan de faire passer

¹ L'étude classique de ce projet est Shlaim (Avi), « Prelude to Downfall : The British Offer of Union to France, June 1940 » in *Journal of Contemporary History*, n. 9, 1974, p. 27-63.

les produits semi-finis au Canada, où les avions pourraient être montés et exportés par la suite vers la France.² Malgré ces premiers pas prometteurs, ce n'est qu'au lendemain des accords de Munich que les commandes aériennes aux Etats-Unis devinrent une priorité du gouvernement Daladier. Monnet rencontre Roosevelt de nouveau et en janvier 1939, les deux pays se mirent d'accord sur l'achat de 1 000 avions américains pour une somme de 2,5 milliards de francs.³ Jean Monnet entama donc les premières commandes pour les avions américains, ce qui implique déjà les Etats-Unis aux préparatifs de guerre aux côtés des alliés.⁴

Le 3 septembre 1939, date des déclarations de guerre française et anglaise, Monnet écrivit à Daladier pour lui affirmer non seulement que les commandes chez les Américains devraient se poursuivre, mais que ces commandes françaises et anglaises devraient être coordonnées afin d'éviter concurrence entre les alliés. Décrivant « le système doté de pouvoirs quasi dictatoriaux » établi au cours de la Grande guerre par les alliés, Monnet constata que la « leçon de la dernière guerre devrait convaincre les gouvernements français et anglais que les mêmes décisions devraient être prises – et les mêmes organisations créées – et que cela devrait être fait immédiatement ».⁵ Ainsi, le jour même du déclenchement de la guerre, Monnet affirme la nécessité de recréer les organismes communs pour coordonner les achats franco-britanniques à l'instar de la Première Guerre mondiale.

Deux semaines plus tard, Daladier envoya une lettre, rédigée en collaboration avec Monnet, au premier ministre anglais Neville Chamberlain signalant la nécessité de mettre au point les institutions qui puissent coordonner les économies des deux pays afin de mieux leur « permettre de faire face à une guerre dure et longue ». Il ajouta qu'il fallait

² Roussel (Eric), Jean Monnet, Paris, Fayard, 1996), pp. 173-78.

³ Du Réau (Elisabeth), « Jean Monnet, le Comité de coordination franco-britannique et le projet d'Union franco-britannique : les moyens de vaincre le nazisme (septembre 1939 – juin 1940) » in Bossuat (Gérard) et Wilkens (Andreas), (dir.), Jean Monnet. L'Europe et les chemins de la paix, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 81.

⁴ Voir également le chapitre de Sherrill B. Wells dans cet ouvrage.

⁵ « Organisation des approvisionnements de guerre franco-britannique », rapport de Monnet pour MM Daladier et Dautry, le 3 septembre 1939, AME 2/1/1, Fondation Jean Monnet pour l'Europe (FJME). Raoul Dautry fut ministre de l'Armement à l'époque.

« éviter l’erreur de la dernière guerre dans laquelle il a fallu nos deux pays trois ans avant de réaliser l’organisation interalliée des services d’importation », impliquant clairement qu’il prévit reconstruire dans une certaine mesure ces organismes dont Monnet eut joué un rôle si important dans la Grande Guerre. La lettre présenta enfin Jean Monnet, chargé alors de se rendre à Londres pour discuter de ces questions avec Chamberlain.⁶ La phrase de clôture, soit « Monsieur Jean Monnet a mon entière confiance », fut ajouté par Monnet lui-même afin de faciliter sa mission.⁷

Suite à ses réunions à Londres fin septembre, Monnet proposa la création de nouveaux organismes pour coordonner les achats des deux pays, s’appuyant toujours sur les organes alliés créés en 1917. Par conséquent Daladier et Chamberlain se mirent d’accord sur la création de cinq comités exécutifs permanents, chacun s’occupant d’une catégorie d’achats distincte. Bien que le comité le plus important fut celui pour l’aéronautique, des comités furent également créés pour le ravitaillement, le pétrole, les transports maritimes et enfin pour l’armement et les matières premières.⁸ Ces comités exécutifs permanents furent accompagnés par un Comité de coordination franco-britannique (*Anglo-French Co-ordination Committee*). Ce dernier eut essentiellement trois fonctions : d’abord, il coordonna le travail des comités exécutifs permanents établis pour des objectifs précis; deuxièmement, le Comité s’occupa des divergences de vue liées aux questions portant sur l’approvisionnement ou l’achat des marchandises touchant à plusieurs comités exécutifs permanents ; enfin, le Comité fut chargé de la coordination des missions d’achat alliés à l’étranger.⁹ Comme le Comité franco-britannique siégeait à Londres, il fut entendu que son président serait un Français; Jean Monnet fut le candidat évident et il prit ses fonctions début décembre.

⁶ Projet de lettre à Monsieur Chamberlain du 15 septembre 1939 et lettre de Monsieur Daladier à Monsieur Chamberlain du 20 septembre, AME 2/1/7 et 2/1/10, FJME.

⁷ Lettre de Monnet à Robert Jacomet, 20 septembre 1939, AME 2/1/8, FJME.

⁸ ‘Mécanisme pour coordonner l’effort de guerre franco-britannique en matière économique’, le 13 octobre 1939, AME 2/2/20, FJME.

⁹ « Anglo-French Co-ordination Committee. Constitution and Frames of Reference », notes préparées par W.L. Gorell Barnes (secrétaire du comité) du 4 décembre 1939, AME 2/7/2, FJME.

Une fois installé comme président, Monnet s'occupait de la centralisation des décisions au sein du Comité au nom de l'efficacité. Il considéra maintes offices à Paris, notamment le Conseil supérieur de la défense nationale, organe interministériel, comme « au mieux des canaux de communication superflus » et préféra les contourner.¹⁰ Il se méfia également de la mission française de guerre économique, établie à Londres en août 1939, jugeant son chef de mission, Paul Morand, « un amateur dénué d'efficacité »; les deux hommes ne s'entendèrent pas.¹¹ Après un mois à peine, ces démarches de Monnet portèrent déjà des fruits : début janvier, ses collaborateurs anglais s'étonnèrent à quel point les questions économiques interalliées sont décidées à Londres sous l'égide de Monnet.¹²

A titre de président du Comité franco-britannique, Monnet poursuivit trois directions générales d'action : l'achat des avions des Etats-Unis, la répartition des matières premières et le freinage de l'économie allemande. Quant à la première, la mise au point du comité coïncide avec un important fait nouveau outre-Atlantique : début novembre 1939, le président Roosevelt réussit à abolir l'Acte de neutralité aux Etats-Unis. Dorénavant, Washington peut autoriser plus d'exportations de caractère militaire aux alliés tout en restant formellement neutre. Cette nouvelle fit grand plaisir à Monnet, qui avait identifié l'achat des avions américains comme sa « priorité absolue ». En collaboration avec Sir Horace Wilson, conseiller de Chamberlain, Monnet fusionne précipitamment les services d'achat distincts des deux pays pour en créer un seul, soit le Comité d'achat franco-britannique (*Anglo-French Purchasing Board*) sous la direction d'Arthur Purvis, un Canadien né en Ecosse, et son adjoint français Jean Bloch-Lainé. Dès lors, les commandes chez les Etats-Unis sont placées de la part des deux alliés plutôt que d'un pays ou l'autre. En dépit des commandes de plus en plus nombreuses – la France à elle seule avait commandé presque 4 000 avions avant mai 1940 – quelques centaines d'avions à peine furent livrés en France avant cette date. Qui plus est, une partie importante de ces avions fut stationnée en Afrique du Nord et ne jouera aucun rôle dans

¹⁰ Lettre de Sir Edward Bridges au général Ismay et le capitaine Clarke du 22 décembre 1939, CAB 21 2705, Archives nationales britanniques (The National Archives, TNA).

¹¹ Roussel, Jean Monnet, pp. 213-14.

¹² Lettre de Sir Edward Bridges au capitaine Clarke du 11 janvier 1940, CAB 21 1381, TNA.

la défense de la France métropolitaine. Pire, les premiers avions livrés en France furent les moins performants; la livraison des avions les plus modernes fut prévue pour octobre 1940 au plus tôt.¹³ Or, octobre 1940 ne verra pas la livraison d'avions américains en France combattante mais plutôt la rencontre infâme de Pétain et Hitler à Montoire.

Bien que l'aéronautique fut la priorité absolue de Monnet, surtout étant donné l'infériorité de l'armée de l'air française face au Luftwaffe, la coordination d'importations et la répartition des matières premières furent aussi des tâches importantes du Comité. Pour ne citer qu'un exemple, l'augmentation des exportations du charbon britannique vers la France connut un succès important. A l'époque la France dépendait des importations britanniques pour un tiers du total de ses besoins charbonniers. En février 1940, Daladier écrivit à Chamberlain lui adjurant d'augmenter les exportations du charbon britannique envers la France. Comme les exportations charbonnières étaient réglées par la Commission du Commerce (*Board of Trade*), l'Anglais Arthur Robinson suggéra l'ajout des représentants de la Commission du Commerce ainsi que le ministère du Commerce français aux réunions du Comité franco-britannique.¹⁴ Monnet y fut favorable et réussit à augmenter les livraisons de charbon britannique en France à des tonnages sans précédent : bien que le plafond des exportations charbonnières mensuelles pendant la Grande Guerre fut de 1 500 000 tonnes,¹⁵ cette limite fut dépassée par 200 000 tonnes en mai 1940.¹⁶ Pour le mois suivant Monnet prévit des exportations de 2 250 000 tonnes; cependant, cet objectif ambitieux resta inexaucé en raison de l'effondrement militaire en juin 1940.¹⁷ Néanmoins, ces augmentations d'exportations d'une ressource vitale pour l'effort de guerre allié, rendus possibles par des réductions de consommation

¹³ Facon (Patrick), « L'Armée de l'air dans la bataille de 1940 : mythes, légendes et réalités » in Levisse-Touzé (Christine), (dir.), *La Campagne de 1940*, Paris, Tallandier, 2001 et Du Réau (Elisabeth), « Jean Monnet ».

¹⁴ Lettre d'Arthur Robinson à Jean Monnet du 14 mars 1940, AME 2/7/8, FJME et Compte-rendu de la réunion du Comité de coordination anglo-français (section britannique) du 13 mars 1940, CAB 85/9, TNA. Robinson était membre du Comité franco-britannique.

¹⁵ « Allied Maritime Transport Council, 1918. Functions, Proceedings and History of », décembre 1918, CAB/21/196, TNA.

¹⁶ « Annex 1. Report of the Special Sub-Committee of the Anglo-French Co-ordination Committee constituted to consider the supply of coal from the United Kingdom to France », le 13 mai 1940, AME 4/5/4, FJME.

¹⁷ Lettre de L.G. Lowry à R.H. Tolerton, le 3 juin 1940, MT/63/51, TNA.

ainsi qu'une intensification de production chez les Anglais, démontrent le potentiel du système que Monnet dirigeait en 1940.

Outre l'achat des avions et la coordination d'importations pour renforcer les économies de guerre des alliés, le Comité franco-britannique chercha également à saboter l'économie de son adversaire allemand. Sur le plan militaire, les marines française et britannique imposèrent un blocus afin de couper les importations vers le Reich. Dans cet ordre d'idées, Monnet et ses collaborateurs établirent des plans pour assurer que l'Allemagne soit privée de certaines matières stratégiques. Par exemple, le comité insista qu'il fallait créer des réserves du molybdène, un métal utile surtout pour les blindages, pour éviter que les Allemands en achètent des pays neutres. Une telle stratégie entraîna quand même certains coûts, surtout comme le comité commanda 500,000 livres de molybdène au-delà des besoins franco-anglais.¹⁸ Cet exemple révèle à quel point Monnet et ses collaborateurs envisagèrent l'importance du comité comme une arme puissante de guerre économique.

II – La sensibilité économique de Jean Monnet

Cette esquisse des organismes créés sous l'impulsion de Monnet et leur fonctionnement pendant la drôle de guerre nous permet maintenant de s'interroger sur la question de la sensibilité économique de Jean Monnet. En septembre 1939, Monnet partagea l'opinion commune – à Paris comme à Londres ainsi qu'ailleurs – que la guerre sera longue. Monnet présenta la création du Comité franco-britannique comme le remontage des organismes éprouvés de la Guerre de 1914. Cette stratégie fut efficace – le soutien de Daladier et Chamberlain en sont la preuve – mais il existait une différence capitale entre la situation des alliés en 1917 et celle en 1939, en particulier le rôle des Etats-Unis. La création du Comité allié des transports maritimes (*Allied Maritime Transport Council*) en octobre 1917 fut initiée en réponse directe à l'entrée des Etats-Unis dans la Première Guerre mondiale – à l'époque on voulait minimiser la concurrence des alliés européens

¹⁸ Compte-rendu de la réunion du Anglo-French Co-ordinating Committee du 2 avril 1940, CAB/85/9, TNA.

pour les ressources d'outre-Atlantique.¹⁹ En 1939, par contre, les Etats-Unis furent toujours entravés par l'Acte de neutralité et refusèrent d'entrer en guerre. Le choix de Monnet de recréer les organes de la guerre précédente qui avaient pour objet la coordination des importations des Etats-Unis, et la précedence qu'il donne à la question des avions américains, révèlent que Monnet comptait sur le soutien des Etats-Unis pour la victoire ultime des alliés. Cette perception fut juste, même si le soutien déterminant des Etats-Unis ne vint qu'après la défaite française.

En construisant et gérant le Comité franco-britannique, l'outil indispensable de Monnet fut le *balance sheet*. Il décrivit ce bilan – il préférait d'ailleurs le terme anglais, appris aux Etats-Unis – comme « l'instrument élémentaire de toute action ».²⁰ La première instruction que Monnet donna aux comités exécutifs permanents fut d'établir un bilan de commandes, d'importations et de production prévue. De tels bilans n'existent point en France ni en Grande-Bretagne à l'époque, bien qu'ils caractérisèrent la politique économique d'après-guerre.²¹ La priorité étant l'aéronautique, ce bilan fut complété en premier, soit en avril 1940. Il confirmait l'infériorité aérienne des alliés : les armées française et anglaise n'avaient que la moitié des bombardiers dont disposait l'Allemagne.²² Dans ses *Mémoires*, Monnet décrit l'importance de ce *balance sheet* ainsi :

Je ne suis pas à l'aise dans les chiffres et leur signification en soi m'a toujours échappé. Mais je n'ai jamais manqué d'experts pour me les interpréter et surtout me fournir... Finalement, un seul chiffre est parlant et commande l'action : c'est celui qui, en bas et à droite, résulte de la balance. Il me suffisait de savoir que celui des avions était négatif... La situation devait donc être rééquilibrée, ou plutôt inversée.²³

¹⁹ « Allied Maritime Transport Council, 1918 (Functions, Proceedings and History of) », rapport de J.A. Salter, décembre 1918, CAB/21/196, TNA.

²⁰ Monnet, *Mémoires*, p. 176.

²¹ Les bilans furent également produits en France par les comités d'organisation sous Vichy et Monnet utilisa ensuite ces bilans en échafaudant son plan de modernisation et de reconstruction. Brunet (Luc-André), *Forging Europe : Industrial Organisation in France 1940-1952*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2017.

²² Monnet, *Mémoires*, p. 188.

²³ *Ibid.*, p. 189-190.

Cette réflexion de Monnet nous rappelle la simplicité pragmatique de sa sensibilité économique. Dans ce cas, Monnet identifia l'objectif ultime, soit la victoire des alliés, et utilisa l'économie en quête de ce but. Ses entreprises ultérieures – pensons à l'unité de l'Europe – ne sont-elles pas également caractérisées par cette tendance d'employer les moyens économiques non pas comme une fin en soi mais plutôt comme outil dans la poursuite d'un objectif plutôt politique?

Pour Monnet, l'urgence d'être du même gabarit que l'Allemagne sur le plan aérien était une lapalissade. Par contre, il comprit dès sa première mission à Londres fin septembre 1939 que « la difficulté sera les ressources limitées en or et devises étrangères de nos deux pays » l'identifiant comme « la question la plus complexe dont les organisations alliées devront s'occuper ».²⁴ Pour la durée de la drôle de guerre, le cabinet britannique résuma sa stratégie ainsi :

Nos ressources en or et en devises étrangères doivent être utilisées afin de maximiser la contribution vers la victoire – cependant nous devons être préparés pour une longue guerre sans assistance financière des Etats-Unis. Par conséquent, une limite très stricte doit être fixée pour assurer que nos immobilisations ne soient pas épuisées – une fois épuisées, la victoire sera inaccessible.²⁵

Sir John Simon, le chancelier de l'Exchéquier, suivit une politique économique libérale et fixa une limite de 150 millions de livres sterling pour les importations militaires. Sa prise de position fut partagée par son homologue français, Paul Reynaud. Ministre des finances depuis novembre 1938, Reynaud fit de la stabilisation monétaire sa priorité à la suite des dévaluations du franc au cours des années 1930. Bien qu'il libéra des fonds limités pour le réarmement, il imposa des contraintes économiques importantes dans d'autres secteurs ; en sus, afin d'augmenter la production française, il abrogea la loi des 40 heures, politique phare du Front populaire. Pour Reynaud, il fallait d'abord stabiliser le franc afin d'ensuite permettre des achats d'avions américains ; après tout, un franc fort et stable faciliterait les importations. Bien que Reynaud niait que sa politique était

²⁴ Lettre de Jean Monnet à sir Edward Bridges du 1^{er} octobre 1939, AME 2/2/5, FJME.

²⁵ Compte-rendu de la réunion du Anglo-French Co-ordinating Committee du 2 avril 1940, CAB/85/9, TNA.

« libérale » – il la décrit plutôt comme « une économie orientée, dans le cadre de la liberté »²⁶ le consensus d'opinions chez le ministère des finances et le Trésor outre-Manche fut qu'il fallait garder en réserve les devises alliées pour la durée d'une longue guerre.

De façon prévisible, Monnet s'opposa à cette position qu'il qualifiait de « malthusien(ne) ».²⁷ Monnet et Reynaud furent en désaccord en 1938 lors des premières commandes d'avions américains et de nouveau en 1939. Monnet jugeait que la pénurie d'avions nécessitait des dépenses importantes pour en obtenir, peu importe les conséquences d'inflation ou d'équilibre budgétaire ; pour sa part, Reynaud insistait que de telles dépenses affaibliraient les positions financière et monétaire de la France dont dépendraient la victoire. Face à une telle impasse, Daladier intervint enfin pour appuyer Monnet : « Pour ces avions, lui assura-t-il, je trouverai l'argent qu'il faut, devrais-je vendre Versailles ».²⁸ Pourtant, le soutien sans réserve du président du Conseil ne dura pas pour Monnet; en mars 1940, Reynaud succéda à Daladier. De même, Chamberlain fut remplacé début mai par Winston Churchill. Le 20 mai, réagissant aux revers alliés face à l'offensive allemande, Monnet écrivit aux nouveaux chefs du gouvernement que « les discussions sur l'équilibre budgétaire... étaient maintenant dépassées ».²⁹ Comme pour en faire preuve, au cours de mai et juin 1940, Monnet dépassa lui-même le domaine économique dans ses efforts pour la victoire des alliés.

III – Au-delà de l'économie

En créant le Comité franco-britannique en 1939, Jean Monnet et ses collaborateurs s'attendaient à une longue guerre à l'instar de la Première Guerre mondiale. Or, cette supposition fut bouleversée suite à l'offensive allemande lancée le 10 mai 1940. L'effondrement de l'armée belge et la retraite des forces alliées menacèrent nettement

²⁶ Reynaud (Paul), Mémoires. Envers et contre tous, 7 mars 1936 – 16 juin 1940, Paris, Flammarion, 1963, p. 237.

²⁷ Monnet, Mémoires, p. 189.

²⁸ Ibid., p. 186.

²⁹ Ibid., p. 196.

non pas seulement le travail du Comité franco-britannique, mais aussi l'objectif ultime pour lequel le Comité fut créé : la victoire des Alliés. Face à la crise de mai 1940, Monnet s'engagea à employer des tactiques allant bien au-delà du domaine économique.

Le 28 mai, journée de la capitulation belge, Jean Monnet s'adressa à Desmond Morton, secrétaire de Churchill. A partir des archives britanniques, nous apprenons que Monnet confia à Morton qu'il manquait de confiance en Reynaud en tant que chef, un sentiment également partagé, l'assura-t-il, dans certains milieux politiques à Paris. Monnet insista qu'il fallait vérifier d'emblée si le général Weygand, commandant suprême des armées depuis quelques jours à peine, avait un plan pour la suite de la guerre. « S'il en a, poursuivit Monnet, le général Weygand doit être nommé sans délai président du Conseil et ministre de la Défense nationale ».³⁰ Chose étonnante, Jean Monnet entretint l'idée d'évincer le chef du gouvernement civil et de le remplacer par le chef des armées!

Monnet fut-il véritablement partisan d'un coup militaire en France fin mai 1940 ? Si Monnet considérait Weygand comme chef potentiel, ce fut une illusion de très courte durée. Monnet voulut surtout s'assurer que l'alliance franco-britannique dure. Quant au complot passager, il semble que Monnet fut influencé par des rumeurs que Reynaud envisageait un armistice avec l'Allemagne, au mépris de l'accord franco-britannique qui proscrivait aux deux pays un tel recours.³¹ En réalité, Reynaud refusa toute option d'armistice jusqu'à sa démission le 16 juin. Weygand, par contre, proposa un armistice dès le 25 mai³² et deviendra par la suite ministre de la Défense nationale, tel que l'avait proposé Monnet... mais dans le gouvernement du maréchal Pétain.³³ Si Monnet chercha

³⁰ « Confidential note for the Prime Minister » (Churchill) de Desmond Morton, le 28 mai 1940, PREM 3/188/4, TNA. Ce plan de Monnet est également enregistré dans le journal de Sir Alexander Cadogan, alors sous-secrétaire d'Etat d'Affaires étrangères : « Selon Morton... Monnet constate que Reynaud devrait être remplacé par Weygand. Il a peut-être raison. » Dilks (David), (dir.), *The Diaries of Sir Alexander Cadogan. 1938-1945*, Londres, Cassell, 1971, p.291.

³¹ Lettre de Sir Alexander Cadogan à Sir Ronald Campbell, le 28 mai 1940, PREM 3/188/4, TNA.

³² Jackson (Julian), *The Fall of France*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p.131. Ce fut la première suggestion d'armistice fait par Weygand au sein du cabinet de guerre.

³³ Dans ses Mémoires, Monnet qualifie Weygand de « défaitiste » alors qu'il classifie Reynaud parmi « les grands défenseurs de la liberté ». De façon prévisible, ce plan du 28 mai n'y figure pas. Monnet, *Mémoires*, pp. 30, 33.

à assurer un chef français dévoué à la cause alliée, ce fut réalisé paradoxalement grâce à l'échec de son plan du 28 mai.

Bien qu'il ait vite abandonné ce plan inconsidéré, Monnet ne cessa de travailler pour soutenir l'effort de guerre français. Encore une fois, il se concentra sur les aspects politiques et stratégiques plutôt qu'économiques. Il écrivit Churchill le 4 juin pour lui déconseiller de se concentrer sur la défense nationale de la Grande-Bretagne au dépit de la défense de la France. Monnet continua à insister qu'il fallait garder une perspective sincèrement alliée. Il demanda ensuite que la RAF défende pleinement la France contre l'avance allemande, une requête également avancée par Reynaud et Weygand. Tirant parti de ses efforts portant sur l'aviation, Monnet avertit Churchill que, si la Grande-Bretagne décidait de se replier pour « réserver sa puissance pour sa propre défense, les Etats-Unis agira de la même manière », mettant fin aux exportations d'avions et d'armes éventuels dont la Grande-Bretagne dépendait.³⁴ S'appuyant sur le bilan d'avions alliés et conscient de la dépendance des Alliés sur le soutien économique des Etats-Unis, Monnet insista que l'intérêt national britannique nécessitait la défense de l'Hexagone.³⁵ Néanmoins Churchill, observant l'effondrement des forces françaises, et appuyé par son cabinet, rejeta l'appel de Monnet. Quelques jours plus tard, Paris fut déclarée ville ouverte et fut occupée par les Allemands le 14 juin.

Après les échecs de ces deux plans, Monnet rédige avec quelques proches un ultime effort : un projet de déclaration d'union franco-britannique.³⁶ Ce célèbre document proposa l'union effective des deux pays, y compris la citoyenneté unique et un seul gouvernement. Sur un plan pratique, ce projet permettrait à la France de continuer la lutte contre le Reich à partir de la Grande-Bretagne et de l'Afrique du Nord, tout en conservant la légitimité du gouvernement républicain.³⁷ Or, malgré le soutien de Churchill et d'un

³⁴ Note de Jean Monnet à Winston Churchill, le 4 juin 1940, AME 4/9/2, FJME.

³⁵ Note personnelle de Monnet à Churchill, le 6 juin 1940, AME 4/9/6, FJME. Monnet joignit le bilan aérien comme pièce jointe.

³⁶ Voir Le Dréau (Christophe), « Quelle Europe? L'Europe franco-britannique. Les projets d'union franco-britannique (1938-1939) in Rücker (Katrin) et Laurent Warloutzet (Laurent), (dir.), *Quelle(s) Europe(s)?*, Bruxelles, Peter Lang, 2006.

³⁷ Projet de déclaration d'union franco-britannique, le 16 juin 1940, PREM 3/176, TNA.

dénommé Charles de Gaulle, nouveau sous-ministre de la défense, le plan fut également un échec : Reynaud s'est vu obligé de démissionner et il céda la présidence du Conseil au maréchal Pétain. La signature de l'armistice le 22 juin et l'établissement de l'Etat français à Vichy rendirent caduc le Comité franco-britannique. Ces trois plans, préparés à la hâte sur un fond de déconfiture militaire, démontrent à quel point Monnet chercha éperdument à assurer la victoire alliée, allant bien au-delà de ses fonctions en tant que président du Comité franco-britannique.³⁸

Conclusion

Cherchant à comprendre l'étrange défaite de la France en juin 1940, l'historien Marc Bloch l'expliqua ainsi : « parce que nos chefs, au milieu de beaucoup de contradictions, ont prétendu, avant tout, renouveler la guerre de 1915-18. Les Allemands faisaient celle de 1940 ». ³⁹ Quant à Monnet, il décrivit l'organisation économique des Alliés qu'il proposa en automne 1939 comme « rien d'autre que les mêmes idées et la même organisation qui, enfin après trois ans de guerre, furent reconnues par les Alliés comme essentiel » en 1917. ⁴⁰ Monnet eut-il donc également commis l'erreur des chefs politiques et militaires de vouloir refaire la dernière guerre ?

Cet aperçu de Monnet à Londres pendant les premiers mois de la Seconde Guerre mondiale nous permet surtout d'affirmer la dimension pragmatique de son action. Ayant observé et surtout contribué à l'efficacité de l'organisation alliée de la guerre précédente, Monnet tira la leçon que le remontage des organes analogues en 1939 serait indispensable pour la victoire des Alliés. Bien que le Comité franco-britannique connut quelques pas prometteurs, notamment dans le domaine des commandes d'avions américains, en fait l'organisation fut un échec : l'effondrement face à l'avance allemande gâcha le système

³⁸ Lettre de démission de Jean Monnet à Churchill, le 2 juillet 1940, AME 5/1/1, FJME. Monnet se démissionna en s'offrant de nouveau à l'effort de guerre des alliés. Churchill l'envoya alors aux Etats-Unis pour collaborer avec le Comité d'achat (franco-) britannique.

³⁹ Bloch (Marc), *L'Etrange défaite*, Paris, Gallimard, 1990, p. 93. Bloch écrivit ce texte en 1940 au lendemain de la défaite française.

⁴⁰ Lettre de Monnet à sir Edward Bridges du 1^{er} octobre 1939, AME 2/2/5, FJME.

que Monnet avait érigé pour une longue guerre. Convaincu que les organes économiques de la guerre précédente sauraient guider à nouveau la victoire alliée, Monnet fut surpris par les événements de mai et juin 1940. En outre, malgré ses efforts politiques, Monnet ne sut convaincre les chefs nationaux qu'une coopération accrue aurait servi l'intérêt national des deux pays. Or, ce défi – de démontrer comment la coopération entre pays européens avantage grandement chacun – Monnet a su le relever avec immense succès après la guerre.

Enfin, Monnet fut guidée en 1939-40 par sa conviction que le soutien des Etats-Unis serait déterminant, comme en 1917-18. La priorité qu'il décerne à l'achat d'avions américains et son incitation à Roosevelt d'en produire plus constituent les premiers jalons du *Victory Program* que Monnet mena à bien par la suite. Malgré l'effondrement de l'Armée française et le démontage du Comité franco-britannique, Monnet joua néanmoins un rôle important dans l'ultime victoire des Alliés.